

Bombe souterraine

à la TV le 16/12

Le stockage des déchets radioactifs pose problème pour les générations à venir. Pourquoi cette hâte soudaine dans la Meuse ?

Documentaire : "Déchets radioactifs : 100 000 ans sous nos pieds ?", de D. Hennequin (2013). **Lundi 16 décembre, Public Sénat 22h30**

AUX HABITANTS de Bure (Meuse), on avait pudiquement promis l'installation d'un « laboratoire de recherche ». Or ils vont se retrouver avec sous les pieds la plus gigantesque poubelle atomique du monde. Ce petit village paisible n'est pas seul concerné, car le stockage de 100 000 tonnes de déchets HAVL (haute activité à vie longue) nécessite beaucoup de place, et le réseau de galeries souterraines va s'étendre sur quelques milliers d'hectares - à cheval sous les départements de la Meuse et de la Haute-Marne. Les géologues de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, qui est à la fois juge et partie dans cette histoire) se veulent rassurants : le sous-sol du site se caractérise par une immense et très épaisse couche d'argile imperméable, en place depuis au moins 160 millions d'années. Elle devrait donc pouvoir abriter les « colis » de déchets jusqu'à la fin des temps - en tout cas jusqu'à l'extinction de leur radioactivité... dans 100 000 ou 200 000 ans.

Mais beaucoup de scientifiques indépendants sont d'un autre avis, avec trois arguments principaux : percée de dizaines de kilomètres de puits et de tunnels, la couche d'argile va forcément se modifier, se fissurer, livrer passage à des infiltrations d'eau qui risquent d'entraîner les radioéléments ; d'autre part, une partie des déchets sera engluée dans du bitume, ce qui entraîne des possibilités d'incendie ; enfin, ces satanés déchets dégagent de l'hydrogène, qu'un système de ventilation forcée devra évacuer en permanence, sous peine d'explosions - sans compter que cette ventilation évacuera aussi des gaz radioactifs. Il vaudrait mieux y réfléchir davantage avant de verrouiller



ce projet dès 2015 par un vote du Parlement, et avant l'arrivée des premiers colis en 2025. Les opposants dénoncent de plus un véritable « achat des consciences » par le déversement de subventions massives : 30 millions d'euros chaque année pour chacun des deux départements. Ce pactole est notamment rétrocédé aux communes impliquées, qui se gavent de travaux d'équipements et d'embellissements variés. « Loin de se soucier des conséquences à long terme, les communes empochent l'argent, et on voit des villages entièrement refaits à neuf alors qu'ils n'ont presque plus d'habitants », dit une personne interviewée dans le film. Les opposants qui manifestent lors des réunions dites d'« information » sont donc rarement des résidents locaux. Mais il s'agit d'une question dont l'importance dépasse les frontières de quelques cantons ruraux, si bien que les contestataires viennent de partout. Ils ont même repéré une vieille ferme pour y installer un « centre de résistance ». Même l'évêque de Troyes, Mgr Marc Stenger, s'est joint au mouvement, en précisant qu'il « ne revendique aucune compétence technique mais une compétence éthique ». Il se dit « préoccupé par l'avenir de l'homme », et pose la

C'est à Bure, aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne, que devrait être creusée la plus grande poubelle atomique de la planète.

Les opposants dénoncent un véritable achat des consciences par le déversement d'énormes subventions.

question suivante : « Que penseront de nous les générations futures ? »

Nul ne conteste que le problème des déchets radioactifs se pose, et qu'il faudra bien les caser quelque part : même si on renonçait complètement au nucléaire, les parties les plus « chaudes » des centrales démantelées représenteraient d'énormes volumes. Mais est-il si urgent de s'engager dès 2015, sans retour possible, dans une solution définitive - sachant que nos décisions d'aujourd'hui affecteront nos descendants pour plusieurs milliers de générations ? Cette précipitation paraît d'autant plus suspecte que les hommes politiques n'ont pas pour habitude de se préoccuper du long terme, et ne voient guère plus loin que la date des prochaines élections : pour prendre le seul exemple de Gérard Longuet, sénateur de la Meuse, on n'imagine pas qu'il ambitionnera de se faire réélire dans mille ou dix mille ans... Alors, face aux déchets nucléaires, pourquoi tant de hâte à se ruer vers une solution qui s'avérera peut-être mauvaise ? Un scientifique opposant au projet croit avoir la réponse : « Ils veulent... enterrer le problème. » Et ça, les hommes politiques savent faire. Surtout quand il y a autant d'argent en jeu. **FABIEN GRUHIER**